Le pouvoir aux travailleurs

20 Mai 2017

N° 233

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- MUTINERIE DE SOLDATS : OUATTARA RÉCOLTE CE QU'IL A SEMÉ….. 2 - 4
- LA PANIQUE DU POUVOIR DEVANT LA RÉVOLTE DE CEUX QUI SONT SENSÉS MATER LES RÉVOLTES …….... 5 - 6
- ENCORE UN CADEAU FISCAL DU GOUVERNEMENT AUX ENTREPRISES DE CONSTRUCTION …….…….……. 7 - 8
- SONACO : LES TRAVAILLEURS ENGAGÉS DANS UN BRAS DE FER AVEC LEUR PATRON …….. 9
- SEG MARCORY : POUR LES TRAVAILLEURS, LA LUTTE CONTINUE !... 9 - 10
- EKACICO : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS A PAYÉ ……. 10 - 11
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : METTRE LES PENDULES À L'HEURE ! ……..... 11
- À PROPOS DU DÉBAT AUTOUR DU FRANC CFA…….. 12 - 16

E d i t o r i a l

MUTINERIE DE SOLDATS : OUATTARA RÉCOLTE CE QU'IL A SEMÉ

Pour ne pas payer les prébendes à ses ex-milices qui l'avaient pourtant porté au pouvoir, Ouattara et son staff au pouvoir ont organisé tout un cinéma retransmis comme il se doit à la télé, à la radio et relayé par le journal gouvernemental. Leur comédie consistait à ce qu'une prétendue délégation de soldats, qui étaient en fait des éléments aux ordres, vienne annoncer en grande pompe le renoncement à leurs revendications.

Voici ce que disait solennellement le porte-parole de cette délégation, ce 10 mai : « … *nous soldats des armées, terre, air, mer, renonçons définitivement à toute revendication d'ordre financier … Nous prenons l'engagement solennelle de se ranger et de se mettre aux ordres de la République* ».

Et à Ouattara de répondre : « … *je sais que vous les jeunes, vous tenez à votre pays. Et je vous fais confiance*… ». Ensuite, dans sa grande magnanimité, il leur a alors annoncé le relèvement des baux pour tous les corps habillés de 20.000 Fr par mois… à compter de janvier 2018, la gratuité de la Sotra pour les gardes pénitenciers qui n'en bénéficiaient pas jusque-là, le passage au grade supérieur à 4 ans au lieu de 7 ans, l'amélioration de la vie dans les casernes.

La réponse des soldats mutins des casernes, ne s'est fait entendre à peine quelques heures après cette rencontre au Palais présidentiel. Elle n'était pas faite de discours à l'adresse de leur « *Papa* » Ouattara. Elle sera au contraire assourdissante aux oreilles des gens du pouvoir ! A travers les crépitements de leurs armes, les soldats en révolte ont montré que, comme leurs maîtres au pouvoir, ils préfèrent encore plus leur poche à toute autre considération. De plus, ils avaient manifestement l'esprit assez clair pour ne pas se contenter d'une aumône de 20.000 Fr payable dans 6 mois que leur proposait leur papa, sachant qu'ils peuvent en arracher bien plus en faisant claquer les armes !

Le pouvoir, blessé dans son amour-propre, a alors voulu rouler les mécaniques en menaçant les mutins de représailles des plus sévères, notamment par la bouche du Général Sékou Touré, chef d'Etat-major des armées. Celui-ci déclara à la télévision qu'il allait lacer une « *opération pour rétablir l'ordre* ». Le porte-parole du RDR demandait quant à lui que les

« *véritables meneurs* » soient identifiés et que « *les masques et les cagoules tombent*… ».

Sauf qu'un Général sans troupe, ce qui est le cas du Chef d'Etat-major, pouvait difficilement « *rétablir l'ordre* » ! En effet, quelle troupe pouvait-il donc envoyer pour réprimer ne serait-ce que les 500 soldats de Bouaké en révolte ? Les ex-Fds de Gbagbo ? Autant dire que ceux-là qui rêvent eux-aussi de palper les 12 millions, n'ont certainement ni la force, ni l'envie d'en découdre et encore moins d'être envoyés au casse-pipe par un Sékou Touré avec lequel ils n'ont probablement aucune attache, voire peut-être même l'inverse si celui-ci a combattu dans le camp Ouattara contre Gbagbo !

Il ne restait donc plus à l'Etat-major des armées que de s'en remettre aux hommes de Soro Guillaume, à ces ex-comzones : Zakaria Koné, Chérif Ousmane et Issiaka Wattao (ce dernier étant actuellement aux commandes de la *« Garde Républicaine* »). Sauf que tous ont poliment décliné ce cadeau empoisonné, sachant que ce qu'on leur demandait était rien moins que de couper eux-mêmes la branche sur laquelle ils sont agrippés. Cela, d'autant plus qu'en réponse aux propos va-en-guerre du Chef d'Etat-major, les 8400 soldats ex-rebelles répartis dans différentes casernes du pays se sont aussitôt mis dans la danse, perturbant l'activité économique des principales villes dont Abidjan et San-Pédro.

Du coup, la peur a changé de camp. Le pouvoir est vite revenu à de meilleurs sentiments. Ouattara a aussitôt débloqué les sous par virement bancaire, à raison de 5 millions de francs par tête de pipe aux 8400 mutins et a promis de payer 2 autres millions dès le mois de juin. Ce qui fait un total de 12 millions pour chacun, sachant qu'au mois de janvier, toujours par la force des armes, ces soldats avaient déjà obtenu un premier paiement de 5 millions de francs par personne.

Le pouvoir n'en est pas pour autant quitte. D'une part, parce que certains de ces soldats ont déjà monté les enchères à 18 millions, au lieu des 12 millions initialement. Ensuite, parce que d'autres ex-rebelles, ceux recasés à la douane, à la garde pénitentiaire, aux Eaux et forêts, etc., tous ceux-là écartés jusque-là de ce magot, pourraient eux aussi trouver inspiration. Ensuite, il y a aussi leurs « *collègues* » ex-rebelles, au nombre de dizaines de milliers, aujourd'hui dans la nature, dont beaucoup se sont recyclés en coupeurs de routes et en bandits de grands chemins. Se croyant dans leur bon droit, ils pourraient trouver eux aussi des voies et moyens plus convainquant pour se faire entendre et réclamer eux aussi justice !

Et comble pour le pouvoir, il y a, devrait-on dire, en face, tous ces gendarmes, policiers et autres ex-Fds, qui avaient combattus pour Gbagbo et qui font eux aussi partie intégrante des forces armées. Ils pourraient, s'ils trouvent la force, exiger leur part de butin. Rappelons que les gendarmes s'étaient déjà mis dans la danse à la suite de la révolte des soldats au mois de janvier. Mais non invités à la ripaille, ils avaient été aussitôt réprimés par les forces armées de Ouattara, à sa demande. Les forces qui avaient alors réprimé les gendarmes étaient celles-là même qui venaient d'empocher leur magot.

C'est par crainte de tous ces dangers qui guettent son pouvoir que Ouattara s'est empressé de signer de nombreux décrets en faveur des corps habillés. Parmi ceux-ci, on peut citer notamment le relèvement des baux de tous les corps habillés de 20.000 Fr par mois, y compris pour les paramilitaires ; un décret aussi au bénéfice des surveillants des prisons qui toucheront dorénavant une « *indemnité de risque* » compris entre 80.000 Fr et 125.000 Fr par mois, ainsi qu'une « *indemnité de suggestion* » entre 40 mille francs et 75 mille francs par mois.

Ouattara cède, mais rien n'est dit que ces ex-rebelles qui ont appris à dévaliser les banques, piller et racketter, se contenteront de ces gestes d'apaisement venant d'un pouvoir aux abois.

En tout cas, les travailleurs sont témoins que le gouvernement, comme les riches d'ailleurs, savent lâcher le morceau, à condition d'avoir en face une force capable de les attaquer exactement là où ça leur fait le plus grand mal. Et si les corps habillés tirent leur force de leurs armes, les travailleurs la tiennent de leur position dans l'économie et de leur capacité à s'organiser et à paralyser cette économie capitaliste désastreuse pour les travailleurs et les pauvres !

LA PANIQUE DU POUVOIR DEVANT LA RÉVOLTE DE CEUX QUI SONT SENSÉS MATER LES RÉVOLTES

Une troisième mutinerie de soldats vient encore de remuer la Côte d'Ivoire. Les 8400 ex-rebelles enrôlés dans l'armée ont remis une deuxième couche, et comme précédemment, ont eu gain de cause.

En janvier, suite à leur premier mouvement, un accord sur une prime de 12 millions avait été trouvé avec le gouvernement. Ils avaient reçu 5 millions séance tenante et le reliquat devait leur être versé en tranche d'un million à partir de fin mai. Mais le mercredi 10 mai, une cérémonie de renonciation à cette prime avec le Président et des soldats acquis à sa cause, est organisée à la Présidence. Si cette opération de communication pour ses concepteurs était censée mettre fin aux revendications des soldats, elle a plutôt produit l'effet contraire. Aussitôt, la plupart des camps militaires (Bouaké, Abidjan, Korhogo, Odienné) sont entrés en ébullition. Les militaires concernés, pour marquer leur désaccord, se sont mis à tirer en l'air et ont érigé des barrages sur les voies jouxtant leur camp.

Dans un premier temps le gouvernement a voulu montrer ses muscles. Il a déployé l'artillerie lourde autour de l'état-major des armées en s'appuyant sur la garde présidentielle (GSPR), le CCDO et la gendarmerie. À Abidjan, après une matinée un peu bruyante, tout paraissait en apparence sous contrôle dans l'après-midi du vendredi. Le RHDP, coalition gouvernementale, a pu même organiser un rassemblement de protestation contre la mutinerie. Le soir à la télé, le chef d'état-major des armées profère des menaces contre les mutins, leur enjoignant de renoncer à leur manifestation ou de s'attendre à être frappés par la rigueur de la loi.

Loin d'effrayer ceux de Bouaké, cela va les pousser à durcir leur mouvement. Ils prennent le contrôle total de la ville. Un début de manifestation suscité probablement par le pouvoir contre la mutinerie va trouver les mutins sur leur chemin.

Le dimanche, le gouvernement annonce l'envoi de troupes sur Bouaké pour une confrontation avec les mutins. Mais ces derniers n'y arriveront jamais. Est-ce parce qu'il n'a pas trouvé de troupes prêtes à se battre ou parce que les mutins de Bouaké ont trouvé le moyen de s'équiper en armement flambant neuf et adéquat pour attendre l'arrivée des troupes gouvernementales ?

Le lundi, les camps d'Abidjan sont entrés de nouveau dans la danse. Des unités militaires cantonnées dans d'autres villes se sont mis en mouvement. Même San-Pedro deuxième ville portuaire du pays a connu de telles perturbations.

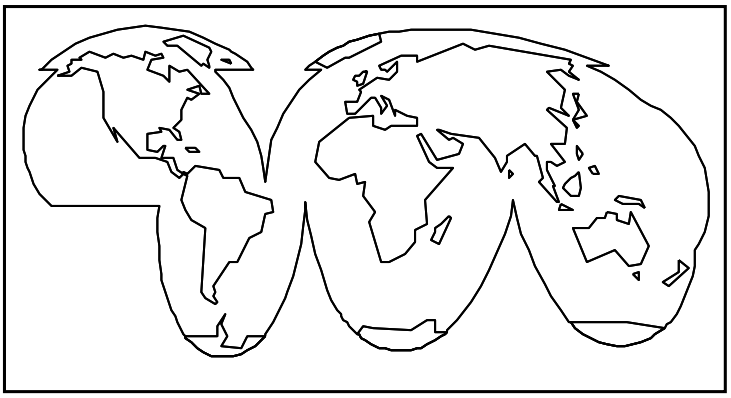
Le pouvoir d'Abidjan a eu le temps de se rendre compte que la confrontation risque d'être longue et ne serait pas forcément à son avantage. Il a donc engagé la négociation avec les mutins revenant sur ses propres

déclarations de la première heure. C'est ainsi que les mutins ont obtenu le paiement de cinq millions de francs sur le champ et le reliquat payable au mois de juin.

Ainsi, les choses se sont inversées au cours des quatre jours qu'a duré la mutinerie. Le gouvernement qui pensait flouer les militaires en organisant une cérémonie fantoche a été pris dans son propre piège. Face à la mobilisation et à la détermination des petits soldats, les pontes du pouvoir n'ont eu d'autre choix que de rentrer dans leurs petites bottes pour négocier une sortie honorable pour eux. C'est ainsi que le ministre de la défense qui affirmait le vendredi qu'il n'y aurait pas de négociation possible, se félicitait le mardi de ce que les soldats avaient accepté les cinq millions pour regagner les casernes.

La rapidité avec laquelle le gouvernement a lâché du lest, donne la mesure de sa panique devant la mutinerie des soldats en arme alors qu'avec les fonctionnaires qui réclament le paiement de leurs arriérés il se montre arrogant. Mais il ne faut pas qu'il oublie que les fonctionnaires ont aussi entre leurs mains l'arme de la grève et que s'ils persiste à les mener en bateau, ils finiront par trouver les moyens de toucher les points sensibles du pouvoir et des classes possédantes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

ENCORE UN CADEAU FISCAL DU GOUVERNEMENT AUX ENTREPRISES DE CONSTRUCTION

Le conseil des ministres du 10 mai a adopté une ordonnance pour baisser de 50% les impôts sur les bénéfices aux entreprises engagées pour exécuter un programme de construction de logements à caractère soi-disant économique et social. Pour cela, elles doivent construire au minimum 250 logements dans le district d'Abidjan, 25 en dehors du district et 10 en zone rurale. Cet énième cadeau vient s'ajouter aux diverses mesures fiscales en faveur des entreprises qui réalisent des investissements dans le secteur de l'habitat.

Ces mesures devraient, d'après le gouvernement, « *encourager l'initiative privée* » et parvenir à terme à la réduction progressive des coûts des loyers.

C'est en 2013 que l'Etat a initié ce programme de construction. Il prévoyait à l'horizon 2020, la construction de 150 000 logements dont 60% dits sociaux, dont le montant maximum autorisé a d'ailleurs été relevé à 12 millions de francs Hors Taxe, sous la pression des capitalistes du secteur du bâtiment.

En effet, en dépit de toutes les mesures fiscales, ce projet est un fiasco parce que les capitalistes du bâtiment ont estimé que leur profit n'était pas à la hauteur de ce qu'ils voulaient. Ainsi, le nombre de logements construits est très loin du compte. Le dernier bilan fait état de moins de 5 000 maisons terminées. De plus, les prix de ces logements n'ont évidemment rien de sociaux. L'État avait prévu une fourchette de prix entre 5 millions et 15 millions de francs Hors Taxe, mais les maisons les moins chères ont été proposées à 7 millions. À cela, il faut ajouter que l'acheteur doit préalablement payer 20% du montant total pour espérer que son dossier soit pris en compte. Ce qui est évidemment un frein, quand on connait le revenu moyen de la grande majorité des travailleurs de ce pays.

Par ailleurs ces sociétés affichent un prix qui leur permet de bénéficier d'avantages fiscaux alors qu'en réalité, le souscripteur se retrouve le plus souvent à payer bien plus que le prix indiqué.

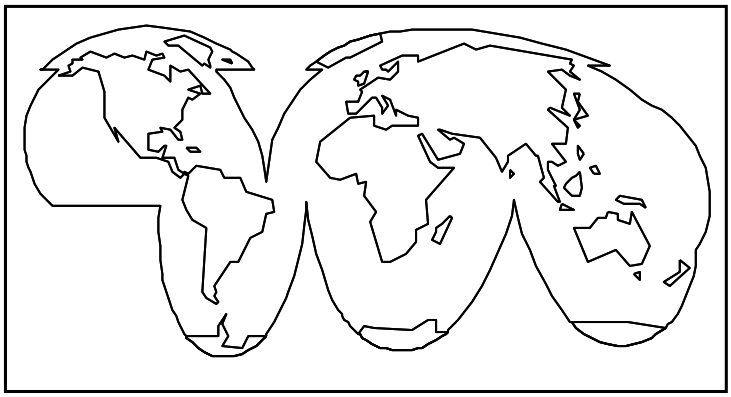
De plus, depuis le lancement de ce projet, le coût des loyers ne cesse de grimper alors que les salaires ne suivent pas. D'après des experts, il y aurait un déficit d'au moins 300 000 logements. La spéculation a donc de beaux jours devant elle.

Le gouvernement avait aussi proposé en 2015 un projet de lois pour réglementer le montant des cautions exigées par les propriétaires ainsi que les loyers. Ce projet fixait une caution

équivalant à deux mois de loyer en plus du mois à payer d'avance pour intégrer une maison au lieu des 6 à 12 mois de loyers exigés jusqu'ici. Mais cette nouvelle loi n'a jamais été votée.

L'Etat a les moyens de construire lui-même des logements réellement sociaux au travers d'entreprises d'Etat telle la SICOGI, par exemple, et rétrocéder ensuite ces maisons au prix coûtant. Mais non, le gouvernement veut enrichir la bourgeoisie par tous les moyens. D'autant plus que nombre de dirigeants politiques, ministres et autres députés se sont reconvertis en entrepreneurs du bâtiment et surtout en détourneurs de fonds publics.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SONACO : LES TRAVAILLEURS ENGAGÉS DANS UN BRAS DE FER AVEC LEUR PATRON

Les travailleurs de Sonaco, entreprise de fabrication d'emballages en carton, située à la zone industrielle de Yopougon, ont observé un débrayage le 09 mai dernier. Ils réclamaient entre autres une augmentation des salaires afin de faire face au coût de la vie qui ne cesse de se renchérir, une prime de logement, une assurance maladie.

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est le refus de la direction d'accéder un tant soit peu aux revendications des travailleurs. En effet, depuis plusieurs mois, ceux-ci ont fait maintes démarches auprès de leur direction pour faire valoir leurs revendications, mais celle-ci a fait la sourde oreille.

En réaction, les travailleurs ont arrêté le travail et manifesté dans la cour de l'usine pour se faire entendre.

La direction, consciente qu'elle peut compter sur les appareils administratif et répressif de l'Etat à son service, a fait venir la police. Celle-ci, sans se faire prier, s'est mise à charger les travailleurs. Ce qui a débouché sur une bagarre rangée. La police a fait usage de gaz lacrymogènes et de matraques. Plusieurs travailleurs ont été blessés dans les échauffourées.

Les travailleurs ont dû reculer car ils ne s'attendaient pas à une telle violence, mais ils n'en démordent pas pour autant. Ils sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur lutte. Ils savent désormais que le patron ne recule devant rien pour faire valoir ses intérêts. Ils savent aussi dans quel camp jouent les forces de l'ordre.

SEG MARCORY : POUR LES TRAVAILLEURS, LA LUTTE CONTINUE !

La Société d'Expertise et de Gestion (S E G), est une entreprise marocaine qui exerce aussi dans le BTP. Sur l'un de ses chantiers, une construction d'un immeuble à Marcory, elle a fait un lock-out, le 12 avril, pour mettre fin à la grève des travailleurs qui réclamaient de meilleurs conditions de travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Cette stratégie de la direction avait pour objectif de diviser et disperser la force des travailleurs. Depuis que ces derniers ne sont plus sur le chantier, la direction fait semblant de calculer leurs droits mais en réalité c'est pour perdre le temps et saboter le moral des travailleurs. Après un mois de calcul, la responsable des ressources humaines peine à donner les chiffres de ses calculs. C'est face à ce jeu trouble que les travailleurs qui restent toujours mobilisés, ont décidé de marcher sur la direction. Ainsi, le 15 mai, à plus d'une centaine, ils ont pris d'assaut les locaux de la direction situés au Plateau. Malheureusement pour les travailleurs et heureusement pour les patrons, ce jour-là, la mutinerie des soldats a fait que personne n'était présent dans les locaux de la direction.

Cela n'a pas découragé les travailleurs ; ils préparent d'autres journées chaudes pour contraindre le patron à payer ce qu'il leur doit.

EKACICO : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS A PAYÉ

EKACICO est une entreprise de BTP, filiale du groupe ENSTP. C'est elle qui avait en charge la construction de l'Hôpital Général d'Angré à Cocody. Sous la pression des travailleurs, elle vient de leur verser leurs droits de rupture de contrat.

En effet, pour réaliser ces travaux qui ont commencé sous le régime de Gbagbo, Ekacico avait d'abord commencé par employer de la sous-traitance. Ensuite, elle a elle-même pris le contrôle de la main d'œuvre après la crise post électorale de 2011. Mais voilà, comme toutes les entreprises du BTP, les travailleurs sont employés comme journaliers. Ils n'ont pas droit aux congés ni à la gratification avant un an et un jour de présence sur leur lieu de travail.

Et comme c'est généralement le cas, la direction se débrouille pour se débarrasser des travailleurs sans rien leur payer. Parmi ces travailleurs, il y en a beaucoup qui avaient plus de 2 ans d'ancienneté et certains même 5 ans de présence sur le chantier. C'est ainsi que le premier travailleur renvoyé a saisi l'Inspection du travail qui lui a donné raison.

Du coup, tous les autres travailleurs ont commencé à s'organiser. Ils ont ensuite déposé une liste de revendications. Pour ne pas y faire face, la direction proclame la fin du chantier et met tous les travailleurs à la porte. Manque de bol pour elle, les travailleurs ont continué à se mobiliser en se rendant à l'Inspection du travail. Devant le nombre de convocations et donc de va-et-vient à l'Inspection, la direction a trouvé finalement mieux à faire elle-même, les calculs de ce qu'elle doit à chaque travailleur.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Ainsi, depuis le 16 mai, la direction a commencé à appeler les travailleurs pour leur remettre leur chèque. Cette petite victoire a été obtenue grâce à la mobilisation des travailleurs. Une leçon à retenir.

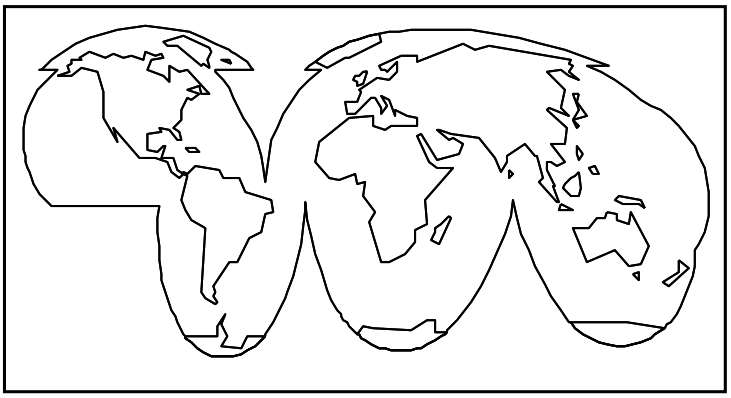
ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : METTRE LES PENDULES A L'HEURE !

Le non-paiement des salaires avant le premier mai n'a pas manqué de créer la grogne des travailleurs de Copaci, une entreprise de cosmétique située dans la zone industrielle de Yopougon. Ces derniers se sont retrouvés sans le sou pendant cette journée qualifiée de fête du travail. Ils ont dû attendre plusieurs jours avant de toucher leur salaire. Cette situation n'est pas un cas isolé. À Darling, Interpack, Nutri, c'était la même chose. Par le passé, les travailleurs passaient la journée du premier mai avec leur salaire en poche.

C'est à croire que les patrons se sentent tellement forts qu'ils ne se donnent plus la peine de payer les salaires dans les délais.

Les patrons veulent peut-être que nous renouions avec la tradition du mouvement ouvrier. Ce sera l'occasion de leur rappeler qu'à l'origine, le 1er Mai n'était pas une journée de fête mais bien une journée de lutte internationale des travailleurs. Dans ces meilleures années, les travailleurs en lutte menaçaient même l'ordre bourgeois.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

À PROPOS DU DÉBAT AUTOUR DU FRANC CFA

Le 14 avril dernier, Michel Sapin le ministre français de l'Économie (sous la présidence de Hollande), a fait le déplacement à Abidjan pour participer à une réunion des États membres de la zone CFA. Certains commentateurs ont dit qu'il était venu « *au chevet du Franc CFA* » qui serait un peu secoué par une petite crise. Il y aurait, au sein des dirigeants africains, des partisans d'une autonomie plus affirmée du franc CFA par rapport à la France et à l'euro et ceux qui veulent la maintenir dans son statut actuel.

Interrogé par des journalistes sur ce qu'il en pensait, Michel Sapin s'est caché derrière une neutralité hypocrite. *"Ce n'est pas un sujet que j'aborde car c'est un sujet qui appartient aux Africains. Le Franc, malgré son nom est la monnaie des Africains, ce n'est plus la monnaie de la France [….] Sur toutes ces questions-là, c'est aux Africains de se prononcer et ce n'est pas à nous de le faire à leur place"*.

C'est pourtant une monnaie qui vient tout droit de la colonisation française et qui illustre près de 60 ans après les indépendances, la perpétuation de la dépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale. Le Franc Cfa n'est pas la seule survivance de ce lien historique ; les bases militaires françaises implantées en Afrique en font aussi partie, de même que de multiples liens culturels et humains qui se perpétuent entre le personnel politique et militaire de la France et ceux de ses anciennes colonies.

Une monnaie coloniale

Le « *Franc des colonies françaises d'Afrique* », l'ancêtre du Cfa actuel a été créé au lendemain de la deuxième guerre mondiale, en décembre 1945. Il reste en vigueur jusqu'à la veille de la décolonisation. Face à la montée des mouvements anticolonialistes, le général De Gaulle alors au pouvoir en France, propose à ses valets africains une certaine autonomie dans le cadre de la « *communauté française* ». C'est ainsi qu'à partir de 1958 le franc CFA, tout en gardant ses initiales, devient « *franc de la Communauté financière africaine* » pour les Etats membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), et le « *franc de la coopération financière en Afrique centrale* » pour les pays membres de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC).

Seul le dirigeant guinéen Sékou Touré refuse de voter « oui » à l'appartenance à la « *communauté* » lors du référendum de 1958. La même année, la Guinée devient indépendante et Sékou Touré crée sa propre monnaie, le franc guinéen, en 1960.

En 1962, le dirigeant nationaliste malien Modibo Keita quitte à son tour la zone CFA et crée le franc malien. Il est renversé en novembre 1968 par Moussa Traoré qui obtient la réintégration du Mali dans la zone Franc en 1984.

En juin 1973, alors que Madagascar est sous un régime de

militaires nationalistes, Ratsiraka (alors capitaine de corvette et ministre de Affaires étrangères du Comité militaire), met fin aux « *accords de Coopération* » avec la France ainsi qu'à l'appartenance de Madagascar à la zone Franc. Jusqu'aujourd'hui, l'Ariary reste la monnaie locale dont le cours change au fil des jours (actuellement, 1 euro = 3486 Ariary).

Le CFA aujourd'hui

La zone CFA actuelle est constituée de 14 États. Le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo sont regroupés au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Tandis que le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad le sont dans la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale).

Deux de ces États, la Guinée Equatoriale (ex-colonie espagnole) et la Guinée-Bissau (ex-portugaise) ont intégré cette zone monétaire respectivement en 1985 et en 1997. Les îles Comores en font aussi partie mais avec un statut particulier.

Depuis 1993, les francs CFA d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ne sont plus interchangeables. Par exemple, si un Camerounais veut aller en Côte d'Ivoire, il doit convertir ses francs CFA de la Cemac en euros, puis convertir ses euros en francs CFA de l'UEMOA ; et sur chaque transaction, il paie une taxe ! Cette aberration fait partie des conditions imposées par l'État français. Une des conditions pour garantir la convertibilité de cette monnaie c'est que chacun des Etats membre doit déposer 50 % de ses réserves de change (65 % jusqu'en 2005) auprès du Trésor français.

Cette monnaie est un des maillons de la domination économique et politique de l'impérialisme français sur ces Etats africains. L'État français « *garantit* » leur monnaie tout en garantissant pour ses propres capitalistes un espace économique ultra favorable. Le groupe français Bolloré qui opère dans de nombreux pays africains, peut par exemple rapatrier ses bénéfices sans difficulté et faire circuler ses capitaux dans la zone CFA sans prendre de risque et sans payer les frais de change. C'est un énorme avantage par rapport à ses concurrents.

Cette mise sous tutelle de l'économie des pays de la zone Franc est de plus en plus décriée, y compris au sein du cercle des dirigeants africains. Ceux-ci veulent bien continuer de bénéficier de la protection militaire de l'impérialisme français, mais souhaitent en même temps une marge d'autonomie plus grande dans le domaine monétaire et faire des échanges plus librement avec la Chine par exemple, ou avec d'autres pays africains.

Ce que veulent les « *souverainistes* » africains … et ce qu'ils font quand ils sont au pouvoir

De plus en plus de voix se lèvent en Afrique et dans la diaspora africaine pour dénoncer cette tutelle

monétaire qui rappelle trop visiblement la tutelle coloniale. Elles souhaitent « *couper le cordon ombilical* » et créer une monnaie commune africaine non arrimée à l'Euro et dirigée de manière « *souveraine* » par des africains.

Le dictateur tchadien Idriss Deby, qu'on ne peut pas taxer d'anti impérialiste, fait partie de ceux-là. Il joue le rôle de bras armé de l'impérialisme français au Mali et au Niger, entre autres, et doit sa longévité au pouvoir à la bienveillance des dirigeants de l'Etat français. Il a néanmoins déclaré en août 2015, à l'occasion des 55 ans de l'indépendance de son pays, que « *le moment est venu de couper ce cordon qui empêche l'Afrique de décoller. Il faut que cette monnaie africaine soit maintenant réellement la nôtre* ». Il est au pouvoir depuis près de 27 ans et a toujours le « *cordon* » de l'impérialisme français collé à son nombril !

Certains économistes et hommes d'affaires africains pensent la même chose. Selon eux, c'est cette absence de souveraineté sur leur monnaie qui bride l'économie africaine et empêche ces pays de se développer. Ils disent que le franc CFA est surévalué par rapport aux monnaies d'autres pays africains tels que le Nigéria, le Ghana ou l'Afrique du Sud et que si les États de la Zone Cfa pouvaient faire fonctionner la planche à billets à leur guise, ils pourraient mieux faire face à la concurrence internationale. Ils disent que si le riz produit au Mali n'arrive pas à concurrencer celui importé d'Asie ou que le boubou fabriqué à Dubaï est moins cher que celui fabriqué au Sénégal, c'est à cause du cours trop élevé du franc CFA.

C'est une tromperie que de faire croire que si on baissait le taux de change du CFA cela irait mieux pour les populations africaines. Les travailleurs et les classes pauvres des pays de la zone CFA n'ont pas oublié la brusque dévaluation de 50% du franc CFA en janvier 1994. Cela s'est traduit pour eux par une perte catastrophique du pouvoir d'achat et par une aggravation de la misère. Les conséquences de cette dévaluation sont visibles jusqu'à nos jours car il n'y a jamais eu de rattrapage sur les salaires alors que dans le même temps le coût de la vie n'a pas cessé de grimper.

On peut entendre le même son de cloche dans certains milieux de politiciens de l'opposition en Afrique avec un ton parfois virulent. Ils se disent d'autant plus « *anti-CFA* » que lorsqu'ils étaient hier au pouvoir, ils n'ont rien tenté pour en sortir car cela demandait d'avoir un certain courage politique pour s'opposer à la puissance de tutelle.

C'est le cas des partisans de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire. On peut lire dans leur journal quotidien La Voie-Originale du 25 avril 2017 un long article expliquant « *pourquoi il faut se défaire du franc CFA ».* Selon le rédacteur, *« si les pays africains de la zone franc veulent se développer à l'instar des tigres d'Asie, ils doivent retrouver le contrôle de leur monnaie et s'en servir pour leur développement […] Les Etats membres de l'UEMOA et de la CEMAC ne peuvent pas mener*

une politique monétaire parce qu'ils sont pris dans l'engrenage du franc CFA et du Trésor Français [...] à travers les banques coloniales. En Côte d'Ivoire par exemple, la SGBCI et la BICICI jouent pleinement le rôle des banques de France … ». En conclusion *: « La France est pour ses ex-colonies, un véritable cancer dont il faut se débarrasser ».*

Pourtant, le FPI et son dirigeant Laurent Gbagbo ont été au pouvoir durant de nombreuses années mais ils n'ont rompu ni avec les accords secrets de défense, ni avec le franc CFA. Aucune des banques françaises qualifiées de « *coloniales* », aucune entreprise française n'a été égratignée. Bien au contraire, c'est même Gbagbo qui, lorsqu'il céda le monopole du terminal à conteneurs du Port d'Abidjan à l'homme d'affaires français Bolloré, en 2004, s'était félicité du « *partenariat gagnant-gagnant* » (ce sont ses propres termes) entre eux deux. Alors, que valent les paroles de ces même gens-là aujourd'hui lorsqu'ils n'ont pas le pouvoir ?

Eviter le piège du nationalisme qui mène à l'impasse

Parmi les organisations qui essaient de se faire remarquer dans les réseaux sociaux comme le plus « *anti franc CFA* » il y a Urgences Panafricanistes (URPANAF). Cette ONG revendique plusieurs milliers de militants répartis dans plusieurs capitales africaines. Elle se fait aussi remarquer à travers des actions d'éclats médiatisées lors des sommets entre la France et les Etats de la zone CFA. Son dirigeant, Kémi Séba, promet de lancer une campagne de boycott des produits français au cas où son appel de mettre fin au franc CFA n'est pas entendu par les dirigeants. C'est essentiellement dans une fraction de la petite bourgeoisie urbaine des capitales africaines et dans celle de la diaspora africaine des pays occidentaux que se limite son discours.

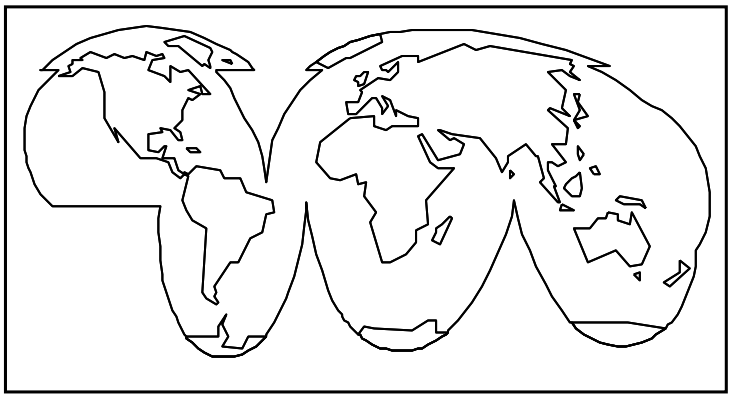
Tous ces gens-là, prétendent parler au nom des intérêts des populations africaines en général, au nom du « *développement de l'économie africaine* » comme si tous les africains constituaient un bloc homogène ayant les mêmes intérêts. En réalité ils ne représentent tout au plus que les intérêts d'une fraction d'hommes d'affaires africains ainsi que les ambitions de quelques politiciens qui veulent un peu plus d'autonomie par rapport à l'Etat français pour mieux profiter d'une plus grande « *souveraineté* » de leur appareil d'Etat.

Les intérêts des travailleurs africains, des petits paysans et plus généralement de la population pauvre ne se trouvent pas sur le terrain de la souveraineté monétaire. Ce qui est important pour eux ce n'est pas la couleur de la monnaie avec laquelle ils sont payés mais de pouvoir vivre décemment du fruit de leur travail. Ils vivent misérablement car ils sont dominés et exploités par des capitalistes rapaces dont la seule préoccupation est de faire le maximum de profits. Les conditions d'existence des travailleurs Ghanéens, Guinéens ou Nigérians (pour ne citer que ces trois pays africains possédant chacun leur monnaie nationale) ne sont pas

meilleures que celles de leurs frères sénégalais ou ivoiriens vivant en zone CFA. Ils sont tous exploités de la même manière et touchent des salaires de misère qui ne permettent pas de mener une vie décente.

C'est l'accumulation des richesses et des moyens de productions entre les mains d'une petite minorité d'un côté et l'aggravation de la misère pour le reste de la population laborieuse qui est la question à résoudre pour que le monde soit plus vivable pour la grande majorité. C'est le système capitaliste qui est responsable de cette misère. Il domine l'économie mondiale. Et tant que les travailleurs ne mettront pas fin à ce système profondément injuste, leurs conditions d'existence ne feront globalement que s'empirer.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.